

rural, mais aussi pour nous rembourser les sommes que nous avons investies pour leur formation et qui proviennent des impôts, car tout ministre des Finances ou tout trésorier provincial du Canada vous dira qu'il a besoin d'argent lui aussi.

Ce sont les membres des professions libérales, les diplômés d'université, qui gagnent l'argent au Canada. Pourquoi ne rembourseraient-ils pas, sous forme d'impôts, les sommes que les contribuables et les citoyens ont investies en eux? Un député disait cet après-midi qu'une telle dette existe peut-être, mais il ne savait pas quelle solution proposer. Aujourd'hui, sauf erreur, tout jeune militaire canadien dont la scolarité équivaut à la 13^e année de l'Ontario peut acquérir une formation universitaire aux frais du ministère de la Défense nationale. A une condition cependant: il doit signer un document certifiant qu'il restera dans les forces armées au moins cinq ans. Or, si les membres des forces armées désireux de recevoir une formation universitaire doivent déclarer qu'ils demeureront dans les forces armées durant un certain nombre d'années, pourquoi ne pourrions-nous pas exiger des étudiants qui se destinent à la médecine, à l'art dentaire, à l'architecture, au droit ou à quelque autre profession, qu'ils s'engagent eux aussi à demeurer au Canada tant d'années?

Je sais que d'aucuns seront surpris d'entendre un député libéral s'exprimer comme je le fais. Je précise que je n'ai jamais été aussi sérieux de ma vie. A mon avis, cela n'est pas seulement une bonne idée, mais c'est pour le Canada une nécessité absolue. Au cours des derniers mois, nous avons parlé des excédents de poisson sur les deux côtes. Nous avons parlé de l'excédent de blé dans l'Ouest. Ce soir, au Château Laurier, les participants au congrès de l'agriculture parlent des excédents de dindes, de pommes de terre et d'aliments, où que ce soit. Et nous ne savons pas nous rendre compte qu'à la longue c'est une population plus nombreuse qu'il nous faut au Canada. Nos voisins américains, dont la population est dix fois la nôtre, cultivent environ deux fois plus de blé et en consomment environ 80 p. 100. Nous, au Canada, nous avons des millions de boisseaux de blé; nous n'en consommons que 15 p. 100 et nous devons exporter le reste. Nous devons nous rendre à l'évidence et admettre que la façon de résoudre le problème est d'avoir une population plus nombreuse au Canada.

[M. Whicher.]

Aucun marché au monde ne vaut le marché intérieur, nos voisins du Sud l'ont prouvé. Je suis de ceux qui voudraient que nous accueillions beaucoup d'immigrants de tous les pays. Toutefois, avec tout le respect que je dois à mes amis venus de l'étranger, je prétends qu'il n'y a pas meilleur citoyen canadien que celui qui est né et a été élevé ici, et a été élevé à la canadienne; pourtant, nous en laissons partir beaucoup. Nous avons besoin de ces gens-là. Nous avons plus besoin de médecins et de dentistes que de leurs contributions fiscales. Après m'avoir entendu, certains de mes amis des partis de l'opposition pourraient bien me demander comment je puis voter contre la motion présentée en toute sincérité, j'en suis sûr, par le chef de l'opposition. En réponse, je dirais qu'à mes yeux l'opposition n'a pas offert de vraie solution. Je suis disposé à écouter, car je sais combien le problème est grave. Je sais aussi combien il est grave pour le ministre en cause, et combien il l'a été pour les ministres des gouvernements antérieurs. Mais que pouvons-nous y faire? Sommes-nous disposés à sacrifier un peu de notre liberté?

Sommes-nous prêts à enlever un peu de liberté à nos fils et nos filles et à leur dire que, si le Canada leur donne une formation, ils sont obligés de demeurer ici pour un certain temps, non seulement en raison des recettes fiscales que nous leur avons consacrées, mais également parce que leur pays a besoin de leurs services. Les députés qui viennent de Vancouver, de Montréal ou de Toronto représentent sans doute des circonscriptions qui ont les médecins ou les dentistes qu'il leur faut. Toutefois, dans les régions rurales du Canada, les gens doivent parcourir bien des milles pour obtenir ces services qui, pour d'autres, sont monnaie courante. C'est pourquoi je dis que le gouvernement devrait rencontrer les provinces intéressées en vue de tracer un programme qui nous permettrait de tirer profit des services de ces personnes qui ont eu l'avantage de se faire instruire.

Monsieur l'Orateur, je n'ai rien d'autre à ajouter au débat. C'est le chef de l'opposition qui a dit, je crois, qu'on devrait secouer les gens pour les réveiller. C'est ce qu'on devrait faire en effet, car si on songe que notre pays est bien peu peuplé, on devrait se rendre compte que dans 50 ou 100 ans, les habitants de pays tels que la Chine, dont la population atteint 750 millions, le Japon, qui a une population de l'ordre de 100 millions, et l'Inde, qui